

Aux gilets jaunes, ainsi qu'à *"tous ceux qui sont dans la même misère"* et cherchent à en sortir :

Et si on organisait des opérations gratuité ?...

Des gilets jaunes, interviewés alors qu'ils bloquaient des ronds-points (Kaligone-Kingersheim et Colmar-Liberté), ont résumé les raisons de leur mobilisation en déclarant : *"Ici, on est tous dans la même misère"* (voir *"L'Alsace"* du mardi 20 novembre 2018).

Que faire pour commencer à sortir de cette désespérante *"misère"* ?...

... D'abord ne pas perdre de vue que l'adversaire est redoutable : c'est une minuscule minorité qui a su profiter du système pour concentrer de formidables moyens financiers. Cette minorité accumule sans fin ; emportée par une mécanique folle, elle refuse tout partage. Elle contrôle la plupart des médias. Elle a des complices dévoués au sommet de l'Etat.

Elle est donc en position de force pour manipuler et réprimer tous les mouvements de révolte de ceux qui ne supportent plus cette *"misère"* qui gagne tous les jours du terrain.

Les gilets jaunes, ces derniers jours, ont pu en faire l'amère expérience.

Pourtant, 'en bas', nous n'avons pas le choix : il faut riposter. Autant le faire en choisissant au mieux nos revendications et nos moyens d'action.

Les auteurs de ce tract s'efforcent ici de faire une proposition qui leur paraît adaptée à la situation actuelle : ils suggèrent d'organiser des **"opérations gratuité"**, **en commençant par les transports en commun.**

Ce procédé présente quelques avantages :

- Quand on est nombreux et mobilisés comme le sont en ce moment les gilets jaunes, ce n'est pas plus difficile à organiser que des opérations de péage gratuit. On peut même espérer qu'une partie des agents salariés des sociétés de transport en commun fermeront les yeux...

- C'est un moyen de s'attirer la sympathie d'une partie de la population puisque ceux qui utilisent les transports en commun pour se rendre au boulot, faire des courses, etc, pourraient circuler gratos. L'action produit donc tout de suite des effets.

- Cela donnerait un avant-goût des économies qui pourraient être faites par les usagers si on réussit à imposer définitivement à nos élus locaux la gratuité sur un réseau urbain, dans une zone rurale ou sur une ligne du RER (à noter que cette gratuité existe déjà dans certaines agglomérations en France et à l'étranger). On se fixerait donc des objectifs précis.

- Cette gratuité ne serait pas seulement bonne pour le pouvoir d'achat, elle serait aussi

bonne pour l'environnement : les déplacements se feraient davantage en transports en commun, au détriment de la voiture individuelle. L'objectif social est conciliable ici avec l'objectif écologique.

- Les négociations précédant la mise en place définitive de cette gratuité s'effectueraient forcément avec des élus locaux gestionnaires des transports en commun qui sont des interlocuteurs plus accessibles que Macron et consorts.

- Une dynamique pourrait s'enclencher en faveur d'une extension de la gratuité dans d'autres services publics améliorés : mener des actions en faveur d'une restauration scolaire gratuite et bio est tout à fait envisageable, par exemple.

Le financement

Dans leur immense majorité, les élus locaux sont contre la gratuité des transports en commun. Ils nous disent qu'ils n'ont pas assez de sous pour ça. En fait, ils "oublient" qu'ils en ont !

Le problème, c'est qu'ils s'en servent pour rembourser leur dette publique ; c'est à dire qu'ils acceptent de donner la priorité à la minorité financière qui nous écrase. Les convaincre qu'un arrêt du remboursement des dettes publiques (ou simplement des intérêts) reviendrait à répartir les richesses un peu différemment - pour une fois en faveur de ceux d'en bas - ne sera pas chose facile, c'est vrai...

Mais rien n'empêcherait ces élus locaux de renvoyer la balle à l'Etat en lui demandant de rembourser cette dette à leur place. Ce qu'il peut faire facilement en décidant d'accentuer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (90 milliards par an !), ou en décidant de rétablir un ISF digne de ce nom, ou en supprimant le CICE ou....

Mieux encore, l'Etat pourrait procéder à l'annulation pure et simple de la plupart des dettes en s'appuyant sur une [étude qui montre que 59% du total des dettes publiques françaises est illégitime](#). Cette étude devrait suffire à déculpabiliser des élus locaux hésitants et à booster les actions des gilets jaunes et de "tous ceux qui sont dans la même misère" !



Ce tract émane de militants associatifs engagés depuis quelques années contre une finance hors contrôle et les dégâts politiques, économiques, sociaux et environnementaux qu'elle occasionne, notamment à travers l'accumulation asphyxiante des dettes publiques.

Depuis 3 ou 4 mois, ces militants proposent à des élus locaux de s'associer à la démarche du "**Manifeste des élus rebelles et constructifs**" qui pourrait les rassembler face au pouvoir central et les mettre en situation d'investir dans des projets écologiques et sociaux en refusant le diktat de la finance (Pour obtenir une copie de ce manifeste [cliquez ici](#) ou saisissez l'adresse suivante :

<http://www.acontrecourant.org/wp-content/uploads/2018/11/docsmanifesteerc.pdf>

Pour contacter ces militants ou leur demander des informations ou des documents complémentaires vous pouvez vous adresser à l'association "A Contre Courant" qui transmettra.

Adresse électronique : courrier@contrecourant.org

Adresses postale : A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE CEDEX 2